

# En Hongrie, l'aide aux réfugiés est maintenant un crime

**HÉLÈNE BIENVENU**

À BUDAPEST

Après leur ratification par le président de la République Janos Ader, les mesures dites «Stop Soros» s'appliqueront en Hongrie dès le 1<sup>er</sup> juillet. Toute personne qui aiderait un migrant ne fuyant pas directement la torture dans son pays à déposer une demande d'asile en Hongrie encourt des poursuites pénales.

La commission de Venise (un organe consultatif du Conseil de l'Europe) avait pourtant émis un avis négatif à l'encontre de la nouvelle législation, juste après son adoption par les parlementaires. *«Les provisions hongroises criminalisent de manière injuste l'organisation d'activités qui ne sont pas directement liées à la matérialisation de l'immigration illégale, comme par exemple préparer et diffuser du matériel informatif ou initier des demandes d'asile pour des migrants. Criminaliser les activités de campagne ou de plaidoyer constitue au-delà, une interférence illégitime avec le droit d'expression»*, a-t-elle noté.

## Soros dans le viseur

Mais pas question de plier pour Viktor Orban, qui avait promis ces mesures au lendemain de sa victoire écrasante aux législatives hongroises d'avril dernier. *«Nous sommes une nation chrétienne et voulons le rester»*, avait ainsi argumenté le Premier ministre hongrois lors de son discours d'investiture au Parlement. *«L'immigration met en péril notre nation. Les frontières disparaissent avec la culture des sociétés ouvertes.»*

Une référence non dissimulée au milliardaire George Soros, fondateur d'Open Society et ennemi public numéro un, accusé par Viktor Orban d'orchestrer la migration illégale aux portes de la Hongrie, avec le soutien des institutions européennes.

Côté ONG, on dénonce des conséquences catastrophiques. *«C'est une attaque sur la société civile dans son ensemble. Les employés d'ONG pourraient se retrouver en prison pour des activités jusque-là parfaitement légitimes»*, s'offusque Aron Demeter, porte-parole d'Amnesty International en Hongrie.

Pourtant, malgré le refus de quota (désormais inscrit dans la Constitution) et une fermeté apparente, l'État hongrois a accordé sa protection à 1.216 personnes en 2017, sans pour autant assurer leur intégration, puisqu'elles sont privées de toute aide financière depuis 2016. *«La protection n'a plus aucun sens si elle mène au sans-logisme et à la destitution»*, déplore Eniko Bakonyi, responsable de projet au Comité Helsinki, ONG hongroise offrant une assistance juridique gratuite aux demandeurs d'asile.